

# L'ÉCO

## de la semaine

17 au 23 Février 2024

 | 

*Sponsors Officiels*

   

*Sponsors Gold*

    

*Sponsors Silver*

    

  

*Partenaires*

     

# SOMMAIRE

Climat des affaires : Entente État-GEFP pour le remboursement des arriérés de TVA .....	2
Cours du nickel : Madagascar également menacée par la crise .....	2
BNI Madagascar : Lancement de la 21e édition du concours TJE.....	3
Facilitation des exportations : Madagascar bénéficie du programme britannique DCTS .....	3
Développement agricole à Betroka: un barrage hydroagricole à Andriambe.....	4
Programme de la Banque Mondiale : Une enveloppe de quatre milliards de dollars .....	4
Région Atsinanana : Remise de coquelets et ruches à l'association AFF .....	5
Volobe Amont : Début des travaux de construction, prévu en 2025.....	5
Tourisme de croisière: plus de 20 paquebots attendus dans le Nord .....	6
Réhabilitation du Boulevard Ratsimilaho: pour une liaison directe entre le port et l'aéroport.....	6
Métaux précieux : Première exportation légale d'or .....	6
Marc Pozmentier : « La Star va beaucoup investir cette année » .....	7
Pêche illégale : Cinq Chinois et des pêcheurs traduits au parquet .....	8
Performances économiques : Des perspectives encourageantes annoncées par la BAD .....	9
Jacaranda Ambatonakanga: la « Maison du numérique » inaugurée ce jour .....	9
Compagnie aérienne : Le PIC vole au secours de Madagascar Airlines.....	9
Entrepreneuriat : BNI lance le concours TJE 2024.....	10
MVola Fameno : Une nouvelle offre de prêts complémentaires.....	10
District de Fandriana : Des arbres fruitiers plantés pour la communauté villageoise .....	11
Région Atsimo Atsinanana: les produits d'exportation seront emballés localement.....	11
Crédit carbone : Madagascar un bon modèle en Afrique subsaharienne .....	12
Inclusion financière : La mise en place du Switch national de paiement s'active .....	12
Ylias Akbaraly : Parmi les 100 personnalités qui ont transformé l'Afrique .....	13
Remboursement de TVA : Une convention entre l'Etat et le GEFP pour apurer les arriérés .....	13
Tourisme : renforcement des capacités des guides touristiques.....	13
Industrialisation : Les opérateurs sollicités pour gérer les unités industrielles .....	14
Marché du riz : Stocks suffisants, mais prix en hausse par rapport à 2023 .....	14
Tourisme et Artisanat : Deux salons internationaux organisés en simultané .....	15
Projet Mionjo: la décentralisation sur la bonne voie.....	15
Conjoncture socioéconomique: la BM alerte sur l'augmentation de la pauvreté urbaine .....	16

# Climat des affaires : Entente État-GEFP pour le remboursement des arriérés de TVA

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 FÉVRIER 2024

**Après de longs mois de discussions, l'État et le groupement des entreprises franches et partenaires ont conclu un accord crucial pour apurer les arriérés de TVA cumulés depuis 2019, s'élevant à 57 milliards d'ariary. Cette entente marque une avancée majeure dans l'amélioration du climat des affaires et représente un jalon significatif dans les efforts du ministère de l'industrialisation et du commerce en matière de collaboration avec le secteur privé.**

Le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy, en tant que ministre en charge du secteur privé, a pris à bras le corps le sujet, en réponse aux sollicitations pressantes de ce dernier. Sa détermination à trouver une solution rapide avec le ministère de l'économie et des finances a porté ses fruits, démontrant la dynamique enclenchée par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), qui a fait du rapprochement avec le secteur privé une priorité. En effet, une rencontre entre les représentants de l'État, notamment du ministère de l'Économie et des finances et du ministère de l'Industrialisation et du commerce, et les membres du groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) a abouti à un accord mutuellement bénéfique, hier. L'État a présenté des propositions concrètes pour régler cette dette, aboutissant à un accord entre les deux parties sur les modalités de paiement de la somme de 57 milliards d'ariary.



Le MIC se félicite de l'efficacité du dialogue instauré, qui prend tout son sens dans l'amélioration du climat des affaires. En effet, dans le cadre du pacte de programmation industrielle, le MIC s'est engagé à améliorer l'environnement des affaires, plaçant la collaboration avec le secteur privé au cœur de ses priorités. Les deux ministères annoncent que les discussions se poursuivront sur d'autres sujets, toujours dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires conformément aux engagements du pacte de programmation industrielle. Le GEFP se dit convaincu que la collaboration entre l'État et le secteur privé permet d'aboutir à des initiatives conjointes bénéfiques dans le but de promouvoir le progrès commun et de contribuer au développement de Madagascar.

## Cours du nickel : Madagascar également menacée par la crise

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 17 FÉVRIER 2024

**Même si le Programme général de l'Etat mise sur le secteur minier, les projections risquent d'être faussées car le pays est aussi exposé aux effets néfastes de la crise que traverse actuellement la filière nickel.**

Le « métal du diable », comme on le qualifie à cause de l'extrême volatilité de ses prix, traverse actuellement une situation critique.



### Chute vertigineuse

Depuis plusieurs mois en effet, les cours du nickel sont au plus bas et la chute a continué en ce début d'année. A voir les statistiques publiées par le London Metal Exchange (LME), la bourse mondiale des métaux, l'on assiste à un véritable coup de tonnerre puisque le nickel est descendu sous la

barre des 16 000 dollars la tonne. Une chute vertigineuse quand on sait qu'en janvier 2023, les cours étaient entre 28 000 dollars US et 30 000 dollars US. Une baisse qui se rapproche des 50% et qui est due essentiellement à une demande qui reste faible et une offre qui demeure encore importante. Outre, la stagnation de l'économie chinoise, premier importateur mondial, ce recul des cours s'explique, également, par la substitution des batteries à base de nickel par celles qui sont fabriquées avec du fer, du phosphate, des métaux bien plus abondants et encore moins chers.

### Aide de l'Etat

En somme, le marché du nickel est en plein brouillard et la filière est menacée, partout dans le monde. C'est le cas, notamment en Australie, le cinquième producteur mondial où de nombreux projets sont à l'arrêt. Dans le monde, pas moins d'une quinzaine de projets sont suspendus ou pratiquement abandonnés. Pour survivre des compagnies ont même demandé de l'aide à l'Etat, notamment sous forme de crédit d'impôts. La crise du nickel frappe également les pays vulnérables. A l'instar de la Nouvelle Calédonie, dont les trois unités d'extraction de transformation du nickel risquent la fermeture si le marché n'évolue pas favorablement ou si des solutions ne sont pas trouvées.

### Retour à la normale souhaité

Madagascar fait, également, partie des pays exposés aux conséquences néfastes de cette dégringolade des cours du nickel. « Il y a une menace » déclare Philippe Beaulne, vice-président d'Ambatovy. Ce grand projet minier a d'ailleurs

été obligé de réviser son volume de production, l'année dernière. Mais les dirigeants de l'entreprise n'entendent pas baisser les bras et espèrent une embellie dans les mois ou les années qui viennent. Et pourtant des analystes tablent sur un délai de deux ou trois ans pour un rétablissement des cours. Un retour à la normale qui est évidemment souhaité pour Madagascar où le nickel d'Ambatovy figure parmi les grands contributeurs de l'économie. Premier pourvoyeur en

devises, cette filière fournit également pas moins de 343 millions de dollars de biens et services locaux dont 100 millions de dollars dans les deux régions d'implantation, Alaotra Mangoro et Atsinanana. Elle contribue également à 43 millions d'impôts et taxes et fournit 4 000 emplois directs et des milliers d'emplois induits, notamment à travers ses sous-traitants locaux.

## BNI Madagascar : Lancement de la 21e édition du concours TJE

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 17 FÉVRIER 2024

« Faites rayonner vos idées ». Tel est le leitmotiv de la BNI Madagascar en lançant la 21e édition du concours TJE ou Trophée du Jeune Entrepreneur. Pour cette année 2024, les organisateurs ont fait savoir que ce concours va se décliner en deux catégories, à savoir, le STARTUP TJE et le TJE CROISSANCE +. Parlant de la première catégorie, c'est dédié aux esprits novateurs, ayant lancé leur entreprise, en moins d'un an ou qui ont une idée d'affaire révolutionnaire. L'âge maximal pour participer est de 45 ans à la date de dépôt du dossier. En outre, l'aspect novateur de l'idée, la cohérence du modèle d'affaires, ainsi que les compétences et l'expérience de l'équipe entrepreneuriale constituent les critères de sélection imposés par les organisateurs.

### Produit innovant

Quant à la seconde catégorie, l'entreprise qui peut concourir doit afficher un chiffre d'affaires annuel minimum de 60 millions d'Ariary tout en justifiant son existence d'au moins un an. Elle doit être également dirigée par un entrepreneur de moins de 45 ans. L'esprit conquérant, la pertinence d'un produit innovant et le développement sur le marché national ou international sont les critères de sélection du lauréat. La date limite de participation à ce concours JTE 2024 lancé par la BNI Madagascar est fixée au 30 mars 2024. Il est à rappeler que depuis sa création

en 2003, le Trophée du Jeune Entrepreneur s'est imposé comme une référence récompensant les entrepreneurs exceptionnels se démarquant par leur dévouement et leur créativité. L'objectif de cette banque vise à promouvoir la croissance des jeunes entreprises malgaches et à soutenir le développement économique du pays. « Ce TJE offre également une plateforme prestigieuse où les lauréats peuvent partager leurs succès, établir des partenariats fructueux et échanger sur l'évolution de leurs activités respectives, favorisant ainsi la création d'un réseau d'entraide et d'inspiration au sein de la communauté d'affaires », a-t-on évoqué.

### 100 millions Ar

Par ailleurs, cela constitue une opportunité exceptionnelle pour les entrepreneurs audacieux désireux de rayonner dans le monde des affaires malgaches. Parmi les lots à gagner par les lauréats, un crédit à taux zéro pouvant atteindre jusqu'à 50 millions d'Ariary est octroyé pour la catégorie STARTUP TJE et un financement à hauteur de 100 millions d'Ariary toujours à taux zéro sera accordé pour la catégorie TJE CROISSANCE +, au cours de la première année, selon les conditions d'octroi. « Cette injection financière stratégique offre aux entreprises sélectionnées la chance de consolider leur position et de stimuler leur croissance », a-t-on conclu.

## Facilitation des exportations : Madagascar bénéficie du programme britannique DCTS

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 17 FÉVRIER 2024

**La coopération bilatérale entre Madagascar et le Royaume-Uni s'améliore. Outre la facilitation des exportations vers le marché britannique, la Grande île pourra également avoir l'occasion d'intégrer sa vanille au sein de la Bourse de Londres.**

Dans le cadre du programme britannique DCTS (Developing Countries Trading Scheme), Madagascar se positionne comme un bénéficiaire, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives économiques pour le pays. Lors d'une rencontre entre l'ambassadeur du Royaume-Uni, David William Ashley, et le ministre malgache de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, hier à Ambohidahy, les deux parties ont souligné l'importance de ce programme et les avantages qu'il offre pour les pays en développement. En effet, le DCTS vise à soutenir les nations en voie de développement en leur accordant des appuis économiques et des facilités pour leurs exportations vers le marché britannique. Ces pays bénéficient ainsi d'une exemption des charges douanières conformément aux réglementations du programme, ainsi

que d'une simplification des procédures administratives liées à leurs exportations.



### Opportunités

Madagascar, pays riche en ressources naturelles et doté d'un potentiel économique significatif, pourrait tirer profit de ce programme. Le ministre Edgard



Razafindravahy a exposé à son homologue britannique les ambitions de Madagascar dans le cadre de son processus d'industrialisation, conformément à la vision du président de la République. Il a souligné la nécessité de l'appui des partenaires internationaux pour favoriser le développement du secteur industriel malgache, notamment à travers la recherche, la promotion des projets et l'attraction des investisseurs. Parmi les secteurs clés évoqués lors de la rencontre, la vanille occupe une place prépondérante dans les exportations malgaches. Le ministre a exprimé le souhait que la vanille de Madagascar soit cotée à la Bourse de Londres, ce qui contribuerait à maintenir des prix équitables et à protéger le marché de la vanille. En bonne voie L'ambassadeur britannique s'est engagé à étudier de

près, avec ses collaborateurs experts du développement industriel, les moyens d'appuyer Madagascar dans son intégration de la vanille à la Bourse de Londres. Il a également annoncé que le 25 mars 2024 sera une journée dédiée aux investisseurs intéressés à placer leurs capitaux dans des projets à Madagascar. Bref, cette rencontre entre les représentants malgaches et britanniques marque ainsi une étape importante dans le renforcement des liens économiques entre les deux pays. Le programme DCTS offre à Madagascar une opportunité unique de dynamiser son économie et de favoriser son développement industriel, tout en renforçant sa position sur la scène internationale des échanges commerciaux.

## Développement agricole à Betroka: un barrage hydroagricole à Andriambe

ARH. | LES NOUVELLES | 17 FÉVRIER 2024

Le district de Betroka disposera bientôt d'un barrage hydroagricole à Andriambe, dans la Commune rurale de Mahasoa Atsinanana. Une fois opérationnelle, cette infrastructure permettra aux agriculteurs locaux de quadrupler leur production en riz, passant ainsi de une à quatre tonnes par hectare de rendement. Lors d'une descente sur les lieux en début de semaine, la gouverneure de la région Anôsy, Voahary Rakotovelomanantsoa, accompagnée de son équipe, a fait le suivi de l'état d'avancement des travaux. «Cette infrastructure devrait être opérationnelle d'ici le mois de mars, selon les prévisions des techniciens», précise le gouvernorat de la région Anôsy. La gouverneure a souligné l'importance de la coopération entre les différentes parties prenantes, notamment les

responsables gouvernementaux, les élus locaux et les partenaires techniques et financiers.

### 200 ha aménagés à Ambararata

La délégation s'est également rendue à Ambararata pour inspecter l'avancement des travaux d'aménagement de 200 hectares de terres agricoles. «Ce projet, mené en partenariat avec le programme de Développement des filières agricoles inclusives (Defis), s'aligne sur les priorités de développement fixées par le président Andry Rajoelina», a affirmé Voahary Rakotovelomanantsoa. L'union «Fiavota» bénéficie des travaux d'aménagement de 100 ha à travers la culture de maïs, de haricots, de manioc, d'arachides, etc., autant de produits pouvant être transformés.

## Programme de la Banque Mondiale : Une enveloppe de quatre milliards de dollars pour Madagascar

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 FÉVRIER 2024

**Un portefeuille de plus de quatre milliards de dollars est à la disposition de Madagascar. Il s'agit du montant total du programme d'investissement de la Banque mondiale à Madagascar.**

Plus de 4 milliards de dollars. C'est le portefeuille prévu par la Banque mondiale pour financer vingt-six projets à Madagascar. Ce chiffre a été révélé hier durant une rencontre bilatérale entre Andry Rajoelina, président de la République, et Victoria Kwakwa, vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et australe.



Une entrevue qui s'est tenue en marge du sommet de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, en Éthiopie. Plus

précisément, le montant est de quatre milliards cent trente millions de dollars. Il est constitué de dons et de prêts. Il s'agit de l'enveloppe totale du Programme d'investissement de la Banque mondiale à Madagascar, après une révision à la hausse opérée en septembre 2023. Vingt-six projets d'envergure nationale, mais aussi quatre opérations à dimension régionale, sont financés par ce Programme. Il y a des projets relatifs au développement humain, comme l'éducation, la santé, la nutrition, ou encore la protection sociale. D'autres concernent les infrastructures dans les domaines de l'énergie et des routes. Il y a également les secteurs touchant le développement durable comme le secteur de l'eau et la protection de l'environnement, ainsi que le domaine de la croissance équitable, avec le Programme intégré de croissance (PIC) et le Projet de gouvernance digitale et de gestion de l'identité Malagasy (Prodigy). L'ensemble des vingt-six projets est déjà en cours. Selon des sources proches du dossier, il n'y aurait pas d'échéance précise à ce Programme de quatre milliards de dollars. «Tout dépend de chaque projet. Il y a certains projets qui n'arriveront à terme qu'en 2027», explique-t-elle. Jusqu'ici, environ un milliard de dollars, sur les plus de quatre milliards prévus dans l'enveloppe pour la Grande île, est décaissé. Les approximations par rapport aux procédures de décaissement, ou le manque de maîtrise des projets par les dépositaires publics ou semi-publics en seraient les

raisons. Il a été dit hier que l'institution de Bretton Woods compte dépêcher des experts pour appuyer Madagascar afin de booster ce taux de décaissement.

### Partenaires

Au-delà de la portée économique et sociale, le volet diplomatique du Programme a été souligné par Lova Ranoromaro, porte-parole du président de la République et directrice des affaires internationales auprès de l'institution présidentielle, à l'issue de la rencontre d'hier. Selon elle, «la solidarité des liens de confiance entre Madagascar et la Banque mondiale» a été soulignée durant la rencontre bilatérale. Elle parle de «partenaires», pour bétonner ses dires. Outre le Programme d'investissement, l'aide budgétaire de 100 millions de dollars, acquise le 9 juin 2023, est présentée comme un des exemples de «cette confiance mutuelle» entre la Banque et la Grande île. Ceci, dans le cadre d'une Opération à l'appui des politiques de développement (DPO). C'est un mécanisme d'appui financier réparti en trois tranches. Les 100 millions de juin en sont la première tranche. Il est destiné à soutenir les réformes pour une croissance inclusive et résiliente. Toujours pour affirmer la confiance de l'institution de Bretton Woods envers la Grande île, il a été expliqué que, souvent, les bailleurs traditionnels

sont réticents à accorder ou à décaisser des financements en période électorale de crainte d'une éventuelle crise qui ferait que tous les projets tombent à l'eau. Pourtant, l'institution financière a décaissé une aide budgétaire et revu à la hausse l'enveloppe pour son Programme d'investissement jusqu'à l'orée du scrutin présidentiel. La DPO, par ailleurs, est directement versée dans les caisses étatiques sans suivi à posteriori par la Banque. «Le leadership et la volonté démontrée par le président de la République d'engager les réformes nécessaires» sont parmi les points qui encouragent la Banque mondiale «dans le partenariat avec Madagascar», affirme, du reste, la porte-parole du chef de l'État.

### Un coordonateur de la Jirama pour bientôt

Le secteur de l'énergie, plus précisément l'amélioration de la gouvernance de la société d'État, la Jirama, a été un des points soulignés durant la rencontre entre le président de la République et la vice-présidente de la Banque mondiale pour la région Afrique de l'Est et australe, hier. Il a été dit qu'un «Comité de gouvernance et de gestion» de l'entreprise sera érigé. Son coordonateur sera nommé d'ici dix jours ou deux semaines, d'après la porte-parole du chef de l'État, qui a fait une synthèse de la rencontre bilatérale.

## Région Atsinanana : Remise de coquelets et ruches à l'association AFF

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 19 FÉVRIER 2024

L'aviculture et l'apiculture font partie des filières prioritaires à développer dans le cadre de la mise en œuvre des actions menées par le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage dans 100 jours. Pour ce faire, 1 500 coquelets et des provendes ainsi que 20 ruches et différents accessoires ont été remis dernièrement aux paysans membres de l'association AFF (Andry sy Fototra ho an'ny Fampanandrosoana) dans la commune rurale d'Ampasimbe dans la région Atsinanana. L'objectif consiste à améliorer les sources de revenu des ménages bénéficiaires tout en créant des emplois

locaux afin de lutter contre la déforestation. En effet, cette collectivité territoriale décentralisée dispose d'une ressource forestière qui mérite d'être protégée. Raison du développement de la filière apicole qui plus est bel et bien adaptée dans cette localité. Par ailleurs, l'association AFF a effectué un reboisement à cette occasion. La présidente fondatrice de cette association, Haingo Ravatomanga ainsi que la délégation ministérielle et les autorités locales y ont pris part.

## Volobe Amont : Début des travaux de construction, prévu en 2025

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 19 FÉVRIER 2024

**CGHV est sur le point de franchir une nouvelle étape importante avec le démarrage des travaux pour la construction de la centrale hydroélectrique de Volobe Amont en 2025. La réception complète de cette infrastructure devrait se faire avant fin 2029.**

La mise en œuvre du projet d'aménagement de la centrale Volobe Amont avance considérablement. Au cœur du processus actuel, CGHV (Compagnie Générale Hydroélectrique de Volobe) se concentre sur la finalisation du contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC). D'après les explications du DG de la compagnie, Rémy Huber, ce contrat englobe toutes les phases du projet, visant à garantir les meilleures conditions et à sélectionner les entreprises les plus compétentes pour assurer un prix concurrentiel tout en maintenant un niveau de qualité optimal. En effet, avec la sortie de Colas du pacte d'actionnariat de CGHV, un appel d'offres international sera lancé pour sélectionner un nouveau partenaire EPC. Ce processus, détaillé par Rémy Huber, devrait s'étaler sur environ un an, incluant des phases de présélection, de consultation et de négociation des contrats. Cependant, avant que les premiers coups de pioche ne soient donnés, la

CGHV doit obtenir une quinzaine de permis et autorisations auprès d'une dizaine de ministères différents. Malgré ces formalités administratives, la société réaffirme son engagement envers les communautés locales, mettant en place des structures pour recueillir leurs plaintes et attentes, et améliorant l'accès au site en partenariat avec les autorités régionales et locales.

### Des fonds à trouver

Un des principaux défis qui se dresse devant la CGHV reste le bouclage du financement du projet. Vendredi dernier, Rémy Huber a souligné, lors d'une rencontre avec les médias, que la compagnie doit encore réunir près de 550 millions d'euros pour concrétiser sa vision. Bien que 25% de ce montant soient assurés par le promoteur du projet, les 400 millions d'euros restants sont attendus des banques de développement. À cet égard, la Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale s'est engagée à soutenir la CGHV dans cette quête de financement, avec déjà une dizaine de banques de développement exprimant leur intérêt pour le projet. Une autre dimension du projet concerne l'entrée de l'État dans le capital de la CGHV, avec un maximum de 20%,

convenu lors de la signature des contrats de concession et d'achat d'énergie l'année précédente. Des discussions sont en cours pour définir les modalités de cette participation, avec l'engagement de la CGHV à faciliter la recherche de financement auprès des bailleurs de fonds, pour un montant estimé entre 20 et 25 millions d'euros sous forme

de dons. Dans cette perspective, les actionnaires actuels de la CGHV, à savoir le groupe panafricain Axian et Africa 50, continuent de jouer un rôle crucial dans la réalisation de ce projet d'envergure qui promet de transformer le paysage énergétique de Madagascar.

## Tourisme de croisière: plus de 20 paquebots attendus dans le Nord

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 19 FÉVRIER 2024

«L'arrivée de plus de 20 paquebots est attendue dans la partie Nord de Madagascar, en ce début de l'année», selon le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Paubert Mahatante. Le dernier paquebot à faire escale dans le Nord de Madagascar est le Msc Poesia long de 294 mètres, avec plus de 2.100 passagers à son bord. Un navire luxueux

de 294 mètres. Beaucoup de personnes se réjouissent du passage des bateaux de croisière, notamment le secteur touristique. «Une personne paie entre 30.000 et 40.000 euros pour faire un tour du monde en paquebot, pour une durée d'environ 4 mois», indique le ministre.

## Réhabilitation du Boulevard Ratsimilaho: pour une liaison directe entre le port et l'aéroport

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 19 FÉVRIER 2024

**A Toamasina, le ministère des Travaux publics (MTP), a lancé la deuxième phase du projet de réhabilitation du Boulevard Ratsimilaho, il y a déjà quelques semaines. Une fois achevé, le boulevard permettra d'établir une liaison directe entre le port et l'aéroport de la ville.**

La durée du projet est de 7 mois. Et 20% des travaux sont actuellement achevés. Selon une estimation du MTP, «les travaux de réhabilitation seront terminés d'ici le mois d'août 2024». Il reste encore 1.900 mètres à réfectionner. Le boulevard aura une largeur de 8 mètres avec une chaussée de 5,5 mètres et un trottoir destiné aux piétons. «Un brise-lame sera également mis en place afin de protéger le littoral», rajoute le MTP. Le port de Toamasina est le plus important à Madagascar. 100% des hydrocarbures et 75% des marchandises qui entrent et sortent de la Grande île y transitent. Certains produits sont ensuite expédiés par avion et d'autres acheminés par des camions routiers, suivant les

produits et leurs destinations. D'autant plus qu'à l'issue des travaux d'extension du port, on s'attend à une augmentation du trafic maritime et du nombre de conteneurs stockés. «En 2023, le port a géré environ 220.000 conteneurs. Et ce chiffre pourrait quadrupler d'ici 2035 sachant que l'extension permettra de traiter un million de conteneurs d'ici dix ans», selon une projection de la Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat). Pour l'intérêt de tous Le maire de la Commune urbaine de Toamasina, Nantenaina Rakotonirina, d'affirmer que «le boulevard Ratsimilaho est fermé depuis 1986 après avoir été ravagé par le cyclone Honorine». Depuis, aucun travail de réhabilitation n'a été mené sur cet axe routier, jusqu'en 2020, quand le président a décidé d'intégrer ce chantier dans ses projets. Par ailleurs, le maire de la Commune urbaine de Toamasina donne un délai de 20 jours aux riverains affectés par les travaux pour quitter les lieux. «C'est dans l'intérêt de la communauté», indique-t-il.

## Métaux précieux : Première exportation légale d'or

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 FÉVRIER 2024

**Deux kilos d'or sont en cours d'exportation après les réformes apportées dans ce secteur et la levée des interdictions. Il s'agit de la première expédition légale de ce métal précieux vers l'étranger depuis de nombreuses années.**

Dans un jalon marquant les cent premiers jours du ministre des Mines, deux kilogrammes d'or sont actuellement en transit après avoir traversé les procédures du guichet unique d'exportation, désormais pleinement opérationnel. Cette avancée reflète l'engagement gouvernemental à canaliser les ressources précieuses, à très haute valeur ajoutée, vers le développement économique, générant des devises considérables à un prix de marché élevé, évalué à 60 000 dollars par kilo pour l'or. Hier, le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala, a annoncé avec fierté la première exportation légale d'or du pays depuis la mise



en place de mesures visant à encadrer la filière, pour plus de revenus générés. Ce coup d'envoi marque un tournant majeur dans la gestion des ressources précieuses et atteste



de l'engagement du gouvernement envers la transparence et la traçabilité dans ce secteur vital de l'économie. Les deux kilos d'or, symboles de cette avancée, ont été soumis à des processus rigoureux de contrôle de qualité et de traçabilité. Chaque lingot a été marqué par un poinçonnage au laser, arborant ainsi un numéro de série unique. De surcroît, chaque pièce est pourvue d'une fiche signalétique munie d'un code QR, garantissant une traçabilité complète depuis leur origine jusqu'à leur destination finale.

### **Rapatriement de devises**

Cette fiche renseigne également le FINEX sur des éléments essentiels tels que la quantité et l'identité de l'exportateur. Toutefois, le processus intègre également l'utilisation de technologies telles que des balances hydrostatiques et des spectromètres à rayons X, permettant une analyse précise des constituants chimiques des lingots pour garantir leur pureté. « Cette mesure vise à maximiser les retombées économiques, dans le cadre d'un objectif de 15 tonnes d'or exportées par an », indique Olivier Herindrainy Rakotomalala. Dans un premier temps, les autorités s'activent pour professionnaliser les petits exploitants et encourager le développement des grandes exploitations minières. À terme, l'objectif est d'élever le niveau des orpailleurs vers

un statut semi-industriel dans les deux ans à venir. Par ailleurs, l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une raffinerie, ou encore l'adoption d'un décret d'application du code minier, s'inscrivent parmi les chantiers prioritaires des cent premiers jours du ministre. Bien que le pays de destination des lingots n'ait pas été spécifié, le ministre a souligné que la grande majorité de l'exportation d'or du pays se dirige vers des marchés tels que Dubaï et l'Inde. Cependant, il est précisé que le choix du pays de destination dépend du client et des engagements établis dans les contrats. L'exportateur de cette première cargaison figure parmi les six entreprises ayant reçu l'agrément de comptoir d'or par l'Agence nationale d'or (ANOR). Ces comptoirs sont désormais soumis au nouveau système de guichet unique, assurant ainsi un contrôle minutieux de chaque étape du processus d'exportation. La valeur de l'or sur le marché international est estimée à 65 dollars le gramme. « Cependant, pour s'assurer que ces devises bénéficient réellement à l'économie nationale, les exportateurs sont désormais soumis à des obligations de rapatriement des fonds. Ainsi, aucun opérateur ne sera autorisé à exporter à nouveau sans avoir rapatrié les fonds provenant de ses précédentes exportations », a martelé le ministre.

## **Marc Pozmentier : « La Star va beaucoup investir cette année »**

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 FÉVRIER 2024

**La STAR peut être considéré comme une icône de l'industrie nationale. Son directeur général, Marc Pozmentier, pose un regard pragmatique sur le présent et l'avenir d'une étoile scintillante.**

**Star a fêté ses 70 années d'existence en 2023. comment tenir une telle longévité ?**

Oui, 70 ans c'est une belle longévité et nous en sommes très fiers, mais ce n'est que le début. C'est le fruit d'une démarche entreprise ces dernières années basée sur trois piliers. Cela passe par la formation, l'amélioration permanente des conditions de travail et une convention collective bien plus favorable que les dispositions légales à Madagascar, sans oublier la sécurité. L'investissement, nul ne peut espérer durer s'il n'investit pas. Cela nous permet d'être en permanence à la pointe de la technologie. 2024 ne manquera pas dans l'histoire de la STAR et de l'industrie malagasy. Avec une enveloppe budgétaire supérieure à 120 milliards d'ariary, l'année va être très chargée. La maîtrise du marché par des innovations permanentes qui répondent aux attentes du marché et des consommateurs.

**. Quels sont, d'après vous, les principaux avantages de la STAR pour être un acteur majeur de la vie économique nationale ?**

Pour commencer, notre identité même. Nous sommes une industrie malagasy et perçue comme telle par tous les Malagasy qui s'y reconnaissent, pour une grande majorité d'entre eux. Ensuite, nous privilégions le Sourcing local et n'hésitons pas à accompagner des petites structures nationales afin qu'elles deviennent rapidement des fournisseurs. Nous sommes l'un des principaux contributeurs aux caisses de l'État. Nos produits, reconnus pour leur qualité, sont nos ambassadeurs à travers le pays et à travers le monde même. Qui n'a pas un souvenir autour d'une THB, d'un Bonbon Anglais ou d'une Eau Vive ? Notre

démarche d'amélioration continue est également un facteur important. Cela nous permet de cadrer nos actions et de nous challenger. En 2023, nous avons certifié la totalité de nos sites suivant les normes ISO 9001 / 14001 et 45001 + une certification FSSC 22000 sur nos 5 usines. Une première pour l'industrie de la boisson à Madagascar.



**. Vos contributions fiscales, par exemple, s'élèvent à combien ?**

Au titre de l'exercice 2022, la Stat a reversé en droits, taxes et impôts 321 milliards d'ariary aux caisses de l'État, dont 30 milliards d'ariary de dividendes. Il est important de rappeler que l'État malagasy est actionnaire de la STAR et que tout Malagasy en bénéficie chaque fois qu'une bouteille de THB, Caprice Bonbon Anglais ou Eau Vive est ouverte.

**. Quel est votre avis sur l'état de la concurrence actuelle ?**

C'est une donnée incontournable. Elle a le mérite de nous stimuler encore plus, de valoriser nos innovations, de créer les produits de demain et je peux vous assurer que l'ensemble de l'équipe de STAR est très créative et très motivée. Mais



le juge de paix reste le consommateur qui reste notre seule motivation. À nous de le séduire, de le garder avec nous et de continuer à écrire l'histoire ensemble.

**Le fait d'avoir perdu la production de quelques marques a-t-il eu des conséquences sur le plan financier de votre entreprise ?**

Honnêtement non. Ces marques représentaient une petite partie de notre portefeuille. Depuis, la gamme s'est étoffée, ce qui fait que nous n'avons pas enregistré de perte, au contraire, nous avons réalisé une année historique en termes de volume de ventes en 2023. Tous les voyants sont au vert, nous sommes confiants et prêts à relever tous les défis.

**La STAR investit beaucoup dans la RSE, quelles étaient vos réalisations sur ce volet devenu nécessaire ?**

En effet, la RSE est une partie non négligeable de notre activité. La RSE est dans notre ADN et a toujours fait partie de notre fonctionnement, mais avant, ça ne s'appelait pas comme ça. STAR a, de tous temps, accompagné la population malagasy. Globalement, la RSE représente une enveloppe annuelle de 1 milliard d'ariary. Pour éviter de trop nous disperser et nous assurer un impact palpable et durable, nous nous concentrons sur trois volets prioritaires : la santé

de la mère et de l'enfant, par le soutien au centre hospitalier CHUMET à Tsaralàna, de Compassion Madagascar ou encore l'accompagnement des missions d'Opération Smile ; l'éducation avec la construction de salles de classes ou la fourniture de kits scolaires ; l'environnement, avec le reboisement et surtout avec notre projet phare Kopakelatra qui traite de la gestion des déchets en plastique.

**Vous travaillez aussi avec des paysans. Comment se déroule cette collaboration ?**

La majorité des gens associent la STAR à son activité industrielle uniquement, mais nous avons une autre partie de notre activité qui est tout aussi importante, il s'agit de notre filiale agricole Malto. À travers Malto, nous travaillons avec 18 000 paysans pour la culture de l'orge. Cette activité permet donc à ces paysans d'augmenter leurs revenus. Nous avons une équipe dédiée qui les accompagne de la distribution des semences jusqu'à la collecte de l'orge. Le prix d'achat est préalablement établi et demeure garanti, indépendamment des éventuels aléas qui pourraient se produire. C'est pour nous une manière de nous assurer de la qualité constante et de la traçabilité de nos intrants, quand pour les paysans, c'est une garantie d'un revenu stable. Pour nos consommateurs, un gage d'une consommation locale à réelle valeur ajoutée. C'est gagnant - gagnant.

## Pêche illégale : Cinq Chinois et des pêcheurs traduits au parquet

HAJATIANA LÉONARD. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 FÉVRIER 2024

**Huit dossiers impliquant cinq Chinois et cent soixante-quatre pêcheurs ont été confiés au juge d'instruction à Antsiranana. Ces suspects ont volé des concombres de mer.**

Un homme privé d'un bras, un autre sans pied gauche appuyé sur deux béquilles. Le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB), le Dr Paubert Tsimanaoraty Mahatante, a montré leurs photos hier à Ampandrianomby. Ils figurent parmi les cent soixante-quatre pêcheurs de concombres de mer rapatriés des Seychelles, il y a quelques jours.



Le parquet d'Antsiranana les a reçus depuis hier. Sauf changement, le juge d'instruction rendra sa décision les concernant ce jour. « En plus de ces cent soixante-quatre pêcheurs, cinq Chinois se trouvent également entre nos mains. Ils ont été arrêtés à Ambanja. Ce sont eux qui achètent les concombres de mer. D'autres personnes sont encore recherchées. À savoir les propriétaires des embarcations, les véritables organisateurs des départs et les autres acheteurs du butin », indique une voix judiciaire au parquet d'Antsiranana. « Nous traitons huit dossiers. Les bateaux interceptés étaient huit. La date et les lieux de

leur départ sont différents. Certains sont partis d'Analava, d'autres d'Ambanja et de Nosy Be. Les pêcheurs devraient normalement être mis en examen et jugés dans ces villes, mais compte tenu des difficultés liées à leur transport, la Cour de cassation a élargi notre compétence pour que nous traitions nous-mêmes l'affaire », assène-t-elle.

**Zone économique exclusive**

La pêche aux concombres de mer a été suspendue dans le Nord par le ministère, en attendant la reconstitution du stock. Pour cette raison, les chasseurs recrutent des plongeurs professionnels pour en chercher dans les eaux seychelloises. « Ils ne se connaissent vraiment pas. Les uns apprennent seulement un renseignement des autres qui ont découvert l'endroit où il existe des concombres de mer. Puis, ils affluent tous vers cet endroit », raconte la même autorité judiciaire. D'après le ministre Paubert Tsimanaoraty Mahatante, ces compatriotes ont été refoulés des Seychelles pour la troisième fois. « L'année passée, trente-quatre pêcheurs clandestins ont été interpellés là-bas. Puis, il y en avait cinquante-quatre et, maintenant, ils sont cent soixante-quatre. La loi seychelloise prévoit une peine de dix ans d'emprisonnement avec amende pour ce genre d'infraction. Grâce à une convention entre les Seychelles et Madagascar, ils les ont épargnés et ramenés au pays. Ils ont seulement détruit leurs huit bateaux », souligne-t-il. Pour atteindre Providence, l'île corallienne où ces pêcheurs ont été arrêtés, chaque bateau doit préparer seize à dix-huit millions d'ariary. Autour de cet atoll compris dans la Zone économique exclusive des Seychelles, il suffit de plonger de dix à quinze mètres pour tomber sur une profusion d'holothuries. « Celles-ci sont appelées trépangs quand elles sont séchées. Leur kilo se vend entre 30 000 et 40 000 ariary. Elles ne font pas partie de nos aliments. Les Asiatiques en mangent. Ils savent les préparer pour en faire des plats succulents », révèle le ministre.

## Performances économiques : Des perspectives encourageantes annoncées par la BAD

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 20 FÉVRIER 2024

**11 pays d'Afrique se trouvent dans le top 20 des économies à plus fortes croissances économiques, selon un classement mondial établi par la BAD. Madagascar, qui n'est pas sur cette tribune, affiche une croissance du PIB supérieure à la moyenne du continent.**

Un solde budgétaire dans le rouge, affichant un déficit de 6,4% du PIB (Produit intérieur brut), une balance des comptes courants déficitaire de 3,6% du PIB, une croissance économique moyenne de 4,9% et un taux d'inflation à 7,4%. Ces chiffres résument la performance moyenne de Madagascar pour les années 2024-2025, selon la projection indiquée par le Groupe de la BAD (Banque africaine de développement) dans son rapport intitulé « Performances et les perspectives macroéconomiques de l'Afrique 2024 », publié vendredi dernier. Cependant, pour l'ensemble du continent, le Groupe de la BAD offre un tableau prometteur pour cette année 2024. En effet, l'Afrique se positionne comme un acteur majeur de la croissance économique mondiale, avec onze de ses nations parmi les vingt pays affichant la croissance la plus forte au monde.

### Évolution.

Selon les projections, le PIB réel de l'Afrique devrait augmenter en moyenne de 3,8% cette année et atteindre 4,2% en 2025, des chiffres dépassant les moyennes mondiales. Ces tendances témoignent de la vigueur économique du continent, qui devrait demeurer la deuxième région connaissant la croissance la plus forte après l'Asie. Parmi les 11 pays africains en tête de peloton pour 2024 figurent le Niger, le Sénégal, la Libye, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Bénin, Djibouti, la Tanzanie, le Togo et l'Ouganda. Bien que Madagascar ne soit pas classé parmi les vingt premiers, le pays devrait avoir une croissance

économique de 4,5% pour cette année 2024, d'après les projections de la BAD. Cet indicateur s'aligne avec celui noté dans la loi de finances initiale 2024, mais se trouve en dessous de la projection de la Banque mondiale qui indique un taux de 4,8%. Par contre, en 2025, la BAD prévoit une croissance économique de 5,3% pour Madagascar.

### Diversification nécessaire.

Akinwumi Adesina, président du Groupe de la BAD, souligne les défis et les opportunités qui se présentent. Il appelle à des financements accrus et à des interventions politiques ciblées pour soutenir la croissance du continent, tout en soulignant l'importance de l'intégration économique pour renforcer la compétitivité africaine sur la scène mondiale. Le rapport met en lumière les efforts des décideurs politiques africains pour diversifier les économies, investir dans des secteurs clés et consolider les situations budgétaires. Toutefois, il souligne également les risques posés par les tensions géopolitiques croissantes, les conflits régionaux et l'instabilité politique, qui pourraient entraver les progrès économiques. Kevin Urama, économiste en chef et vice-président du Groupe de la BAD, insiste sur l'importance de la diversification économique et des investissements dans les infrastructures pour soutenir une croissance robuste à long terme. Il souligne également la nécessité de poursuivre les réformes structurelles et de renforcer les capacités industrielles du continent. Bref, dans les différentes régions africaines, les perspectives économiques varient. L'Afrique de l'Est mène la charge avec une croissance prévue de 5,1% en 2024, suivie par l'Afrique de l'Ouest avec une croissance attendue de 4%. En revanche, l'Afrique australe affiche une croissance plus modérée, tandis que l'Afrique centrale fait face à des défis persistants malgré des signes de reprise.

## Jacaranda Ambatonakanga: la « Maison du numérique » inaugurée ce jour

HOLY DANIELLE. | LES NOUVELLES | 20 FÉVRIER 2024

L'association Madagascar Vaovao, fondée par Fenitra Ravelomanantsoa, inaugurera ce jour la « Maison du numérique », à l'immeuble Jacaranda à Ambatonakanga. C'est un projet concocté depuis des mois, en vue de soutenir les jeunes à développer l'usage du numérique à Madagascar, notamment à l'heure de l'Intelligence artificielle (IA). Conscient de cette situation, Fenitra Ravelomanantsoa a décidé de créer cette association pour aider les jeunes dans ce milieu. Fenitra Ravelomanantsoa travaille actuellement chez Google en dirigeant une équipe sur la protection des données. Expert dans l'univers numérique, il

ambitionne de soutenir notre pays en créant cette Maison du numérique. « Nous avons plusieurs jeunes talentueux dans ce domaine. Cependant, beaucoup d'entre eux sont en manque de formations. A chaque fois que je reviens à Madagascar, je suis triste de constater qu'ils manquent de moyens pour continuer leur études, et surtout pour le coût de l'internet », explique-t-il. La Maison du numérique propose ainsi des ordinateurs avec connexion gratuite pour les étudiants, un endroit pour les recherches et les autres fonctionnalités nécessaires pour le développement du numérique à Madagascar.

## Compagnie aérienne : Le PIC vole au secours de Madagascar Airlines

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 FÉVRIER 2024

**Les contours du plan de redressement de Madagascar Airlines commencent à se dessiner à travers le Pôle intégré de croissance, PIC, de la Banque mondiale.**

Il fallait trouver une parade pour remettre Madagascar Airlines sur l'écran des radars internationaux. La solution

trouvée a été de mettre à la disposition de cette compagnie aérienne un fonds conséquents de la part du gouvernement. Mais la Banque mondiale va y être associée comme un parrain de garantie. Elle est prête à la rembourser sous forme de financement de projet. Dans les premières négociations, 20 millions de dollars ont été annoncés par la

partie malgache. Ce qui ne suffirait pas à effacer les ardoises financières astronomiques de Madagascar Airlines. Au moins, ce serait un bon signe qui se pointe à l'horizon. Mais une aire de dégagement a été trouvée. Le coordonnateur national du Pôle intégré de croissance, PIC, Ladislas Adrien Rakotondrazaka, a eu une réunion avec les dirigeants de Madagascar Airlines. L'une des préoccupations de cette rencontre a été la nécessité de réintégrer Madagascar Airlines dans le giron de l'Association du transport aérien international ou IATA. L'objectif étant de bénéficier du système de compensation financière dans les transactions des ventes de billets d'avion.

### Calculs mathématiques

Pour mieux comprendre le mécanisme de ce qu'on entend par clearing house, prenons un exemple. Un passager effectue un trajet entre un point de départ D et un point final F via un point intermédiaire I, utilisant une compagnie C1 entre D et I, puis une compagnie C2 entre I et F. Toutefois, le passager achète la totalité de son billet à la compagnie C1, qui donc encaisse la totalité de la recette, alors que C2 va supporter les coûts du transport entre I et F. C2 présentera une facture à C1 et recevra, via la chambre de compensation de l'IATA, une part de la recette, alors que C1 recevra une commission afin de couvrir ses frais de vente. Par la suite, des calculs mathématiques fastidieux



départagent les gains des compagnies aériennes en ligne de compte. Pour Madagascar Airlines, la réalisation de son business plan reste dans le viseur du Fonds monétaire international, FMI, pour la conclusion du programme Facilité élargie de crédit, FEC. Et dans l'optique d'une éventuelle obtention par Madagascar du Fonds de durabilité et de résilience, FDR, la nouvelle variante des lignes de crédit du FMI. Pour le moment, Madagascar Airlines, via sa filiale Tsaradia, essaie de couvrir les vols du réseau domestique. Avec trois ATR. Trop peu pour couvrir les correspondances des vols internationaux qui se multiplient à un coup d'aile.

## Entrepreneuriat : BNI lance le concours TJE 2024

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 FÉVRIER 2024

Dans un effort visant à encourager l'innovation et à soutenir l'esprit d'entreprise à Madagascar, BNI Madagascar a récemment annoncé le lancement de son concours annuel « Trophée du Jeune Entrepreneur » (TJE) pour l'année 2024. L'initiative offre une opportunité inestimable à tous les jeunes esprits créatifs et ambitieux du pays de présenter leurs idées novatrices et de concourir pour des récompenses attractives. Sous le thème « Faites rayonner vos idées », le concours TJE 2024 invite les jeunes entrepreneurs malgaches à soumettre leurs projets prometteurs pour bénéficier d'un soutien exceptionnel dans leur développement. En mettant en place une plateforme de partage de succès et d'expériences, l'organisateur aspire à tisser des liens solides au sein de la communauté entrepreneuriale, favorisant ainsi la collaboration et l'entraide. Le concours se déroulera en deux catégories distinctes. Le volet Startup TJE, destiné aux esprits novateurs de moins de 45 ans ayant déjà lancé leur entreprise depuis au moins un an, met l'accent sur l'originalité de l'idée, la cohérence du modèle d'affaires et

les compétences de l'équipe entrepreneuriale. Les lauréats bénéficieront d'un crédit à taux zéro pouvant atteindre jusqu'à 50 millions d'ariary pour soutenir la croissance de leur entreprise. L'autre volet, le TJE Croissance +, s'adresse aux entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel d'au moins 60 millions d'ariary. Conçu également pour les entrepreneurs âgés de moins de 45 ans, les critères de sélection mettent l'accent sur l'ambition de l'entrepreneur, la pertinence de son produit et le développement de son entreprise sur les marchés nationaux et internationaux. Les lauréats de cette catégorie bénéficieront d'un crédit à taux zéro pouvant atteindre jusqu'à 100 millions d'ariary pour accélérer leur croissance. Depuis sa création en 2003, le concours vise à soutenir et à promouvoir l'émergence des jeunes entreprises malgaches. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 mars, offrant ainsi aux jeunes entrepreneurs une occasion exceptionnelle de faire briller leurs idées et de contribuer au dynamisme économique du pays.

## MVola Fameno : Une nouvelle offre de prêts complémentaires

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 21 FÉVRIER 2024

**MVola étoffe sa gamme de prêts complémentaires en faveur de ses abonnés. La première FinTech de Madagascar lance MVola Fameno, une nouvelle offre de complément d'argent.**

Un produit inédit qui permet aux clients MVola de compléter leurs transactions, même en cas de solde insuffisant.

### Face aux dépenses imprévues

Conçu pour dépanner les clients, MVola Fameno se démarque par sa simplicité d'utilisation. En effet, en cas de solde insuffisant du compte MVola, le "Fameno"

obtenu complète le solde initial du client pour qu'il puisse finaliser son transfert ou son achat. MVola Fameno pourra ainsi compléter le solde MVola jusqu'à 1 000 000 Ar. Le remboursement se fait dans les 7 jours après l'obtention du "Fameno". Pour bénéficier du coup de pouce de MVola, une activation du service doit d'abord se faire au #111\*1\*3\*2\*2#. Cette activation est 100% gratuite. Par la suite, le client sera libre de le désactiver puis de l'activer à nouveau, suivant ses besoins. Le point commun des offres MVola Avance et MVola Fameno réside dans le fait que ce sont





deux offres de prêts complémentaires destinées à faire face aux dépenses imprévues ou aux urgences.- Contrairement à MVola Avance, le client ne pourra pas retirer son MVola Fameno car la somme servira uniquement à compléter et

finaliser un transfert ou un paiement.

#### **Fréquences d'utilisation**

MVola Fameno est compatible avec MVola Avance car les clients peuvent utiliser les deux offres en même temps. Tout comme MVola Avance, l'éligibilité à MVola Fameno est fonction des habitudes et fréquences d'utilisation de l'ensemble des services MVola du client. Évidemment, avant de contracter une Avance ou un Fameno, le client doit d'abord évaluer sa capacité de remboursement. « En 2024, nous maintenons fermement notre vision dans la conception de nos offres et produits chez MVola », a déclaré Louis-Olivier Favot, directeur général de MVola. « Pour nous, chaque Malagasy, quel que soit son statut, mérite d'avoir accès à des services financiers simples et à la pointe de la technologie. C'est pourquoi nous nous efforçons de diversifier nos produits de crédit, pleinement convaincus que MVola Avance et MVola Fameno joueront un rôle crucial dans la résilience de chaque Malagasy », a-t-il poursuivi.

## **District de Fandriana : Des arbres fruitiers plantés pour la communauté villageoise**

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 FÉVRIER 2024

Des arbres fruitiers ont été plantés autour du lac Imirin'Ambatolahy, au bénéfice de l'association Vonona qui regroupe des villageois et petits pêcheurs. C'était le 16 février dernier, dans la commune rurale de Fiadanana, située dans le district de Fandriana, région Amoron'i Mania. Cette initiative, orchestrée par la DRPEB Amoron'i Mania (Direction régionale de la Pêche et de l'Economie Bleue), en collaboration avec les techniciens de l'ONG Amontana, vise à revitaliser l'écosystème local tout en offrant de nouvelles opportunités économiques aux habitants de la région. Lors de cette journée de reboisement, un assortiment d'arbres fruitiers a été planté, comprenant des caféiers, des litchis, des cerisiers, des fraisiers, des orangers, des citronniers ainsi que des pêchers. Cette diversité vise non seulement à préserver la biodiversité locale, mais aussi à diversifier les sources de revenus des communautés environnantes. Les organisateurs ont souligné que ce projet répond également à une demande des pêcheurs locaux. En effet, la plantation d'arbres autour du lac Imirin'Ambatolahy contribuera à la préservation de l'environnement lacustre, tout en offrant une protection naturelle aux rives du lac, limitant ainsi l'érosion et la dégradation des berges.

#### **Soutien**

En plus de l'aspect environnemental, ce projet a également des implications économiques et sociales importantes. En fournissant des arbres fruitiers, il offre aux



petits pêcheurs de nouvelles opportunités de subsistance et de développement économique durable. Dans un geste de soutien supplémentaire, l'ONG Amontana a offert deux lampes Led Cobra au village de Fiadanana. Ces lampes permettront d'éclairer le village, facilitant ainsi les activités nocturnes de l'association Vonona et contribuant à la sécurité et au bien-être des habitants. Bref, cette initiative reflète une coopération efficace entre les acteurs locaux, les organisations non gouvernementales et les autorités régionales pour la préservation de l'environnement et le développement communautaire.

## **Région Atsimo Atsinanana: les produits d'exportation seront emballés localement**

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 21 FÉVRIER 2024

Dans le cadre du projet du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) «One district, One Factory» (Odof), des bâtiments pour l'industrie de l'emballage des produits venant de la région Atsimo Atsinanana, seront installés dans les communes de Vangaindrano et Farafangana. «Cela permet d'améliorer considérablement la qualité des produits pour répondre aux normes requises sur le marché international», indique le ministère. Dans ce sens, une

rencontre a été organisée entre le gouverneur par intérim de cette région, la Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage (DRAE), la Direction régionale de l'industrie et du commerce (DRIC) et des représentants du projet Pic 3. Plusieurs usines issues du projet Odof sont déjà opérationnelles dans presque tous les districts de la région Atsimo Atsinanana, mais le Mic ambitionne de poursuivre le projet auprès des communes.



## Crédit carbone : Madagascar un bon modèle en Afrique subsaharienne

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 FÉVRIER 2024

**Le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) s'active à intensifier les efforts pour augmenter son stock de carbone, et espérer obtenir plus de crédit carbone. Les efforts menés ont déjà rapporté, mais d'autres chantiers sont en cours.**

Nous avons le meilleur résultat en matière de stock de carbone en Afrique subsaharienne, dans le cadre du contrat conclu avec la Banque mondiale, ce qui nous a permis de bénéficier d'un montant de 50 millions de dollars, avec un décaissement de la première tranche de 8 millions de dollars», a déclaré le ministre Max Andonirina Fontaine lors d'une rencontre avec la presse à Antsahavola, hier.



Dans cette optique, il veut inverser la tendance, « cent mille hectares de forêts par an sont détruits contre 75 mille hectares de surfaces reboisées, on va élaborer une stratégie nationale, pour inverser cette tendance », a avancé le ministre. 90 % des ménages malgaches utilisent le charbon de chauffe comme source d'énergie, « nous allons mettre en place des alternatives plus incitatives, c'est-à-dire à des coûts avantageux par rapport à l'utilisation de charbon de chauffe». Le décret relatif à la réglementation du marché du

carbone forestier stipule la répartition de ce crédit obtenu : 20 % des revenus seront alloués à l'État, tandis que 80 % seront versés aux entités de base. Parmi ces 80 %, 60 % seront attribués aux organismes initiateurs de projets environnementaux, 20 % aux collectivités territoriales décentralisées (CTD), aux services territoriaux déconcentrés (STD) et aux communes, dans le but de financer la construction d'infrastructures sociales telles que des écoles et des hôpitaux. Une partie de ces fonds sera également destinée aux communautés villageoises « vondron'olona ifotony ».

### Mécanisme de financement

Max Andonirina Fontaine a également saisi l'occasion pour présenter les axes prioritaires de son département, entre autres, la finance durable par des innovations en matière de mécanismes de financements internes et externes. À titre d'exemple, il a mentionné la création de centres de tri des déchets à Toamasina, gérés par des entreprises privées, qui permettront de valoriser les déchets et de générer des revenus grâce à la production de compost et de briques. Six autres centres de ce type seront mis en place d'ici 2025. Une autre source inclut le marché volontaire du carbone (MVC), un mécanisme qui offre la possibilité aux entreprises, gouvernements et particuliers d'acheter des crédits carbonés pour compenser volontairement leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces crédits sont générés par des projets de réduction ou de suppression des émissions, tels que les projets d'énergie renouvelable hors réseau. Les efforts sur le rapatriement des bois de rose interceptés dans les autres pays sont également sur les rails. Seulement « les procédures sont lourdes et le coût de l'acheminement très élevé. En tout cas, ces bois précieux seront remis aux artisans dans la filière bois et la stratégie de distribution sera effectuée en concertation avec le ministère en charge de l'Artisanat », a expliqué le ministre.

## Inclusion financière : La mise en place du Switch national de paiement s'active

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 FÉVRIER 2024

La réception opérationnelle de la plateforme est fixée au plus tard dans les neuf prochains mois, selon les informations communiquées par le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC). La reprise des travaux pour la mise en place du Switch national de paiement a été officialisée lors de la signature du contrat entre le projet PIC, représenté par son coordinateur national Ladislas Adrien Rakotondrazaka, et le directeur général de la société Banking Payment Context, Daniel Paltrinieri, en présence de Aivo Andrianarivelo, gouverneur de Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), principal bénéficiaire de l'activité. « Avec ce dispositif, les utilisateurs des services financiers ne seront plus obligés de disposer de comptes bancaires dans un établissement de crédit pour pouvoir accéder à leurs offres de prêts », a déclaré le gouverneur l'autre jour. Il s'agit d'un mécanisme de commutation opérationnel rentable pouvant véhiculer des identités biométriques et qui permet l'interopérabilité des paiements à faible coût entre différents établissements de crédit sans terminaux de paiement. Son rôle est d'acheminer, de traiter et de sécuriser les paiements électroniques effectués par les entreprises, les banques, les

établissements de monnaie électronique, les institutions de microfinance, et autres acteurs financiers, facilitant ainsi les échanges monétaires à travers tout le pays. Il assure également la compatibilité entre les différents moyens de paiement électroniques, des cartes de crédit aux virements électroniques, en passant par les paiements mobiles, assure la fluidité des paiements et la disponibilité des fonds. À part l'inclusion financière, le Switch national permet le développement du commerce électronique au moment où près de vingt-et-un millions de transactions par mois se font autour de la monnaie mobile, dont le volume atteint 430 millions d'euros, selon les estimations. Le ministère de l'Économie et des Finances, en accord avec la Banque mondiale, a décidé de transférer certaines activités du Projet d'Inclusion Financière de Madagascar (PIFM) vers le Projet de Transformation Économique pour une Croissance Inclusive (PIC3). Ces activités concernent l'appui auprès de BFM pour la mise en place du Switch national de paiement. Pour le gouvernement, le déploiement de ce dispositif représente un tournant majeur dans l'amélioration de l'environnement des affaires.

## Ylias Akbaraly : Parmi les 100 personnalités qui ont transformé l'Afrique

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 22 FÉVRIER 2024

Une consécration internationale de plus pour Ylias Akbaraly. Le président du groupe Redland (holding de Thomson Broadcast, GatesAir et Groupe Sipromad), a été inclus dans la prestigieuse liste des 100 personnalités qui ont transformé l'Afrique en 2023, établie par FinancialAfrik. « Cette reconnaissance souligne son leadership visionnaire et son engagement envers le développement socio-économique du continent », indique un communiqué du groupe Redland, qui, à travers ses filiales - Thomson Broadcast en France et GatesAir aux États-Unis - est un leader mondial dans le domaine de la radiodiffusion. Le groupe se fixe notamment comme mission ambitieuse de transformer l'Afrique en dotant tous les pays africains de la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Cette initiative vise à passer de l'analogique au digital, avec pour objectif d'améliorer l'accès à l'information à travers le continent. La transition vers la TNT aura des conséquences positives sur la société africaine. En permettant une meilleure distribution d'informations et de contenus, la TNT favorisera le développement de nouvelles industries telles que la production de contenus numériques



et la publicité en ligne, à une échelle significative. De plus, la TNT offrira un éventail élargi de chaînes télévisées, intégrant ainsi des zones enclavées en Afrique et offrant des opportunités éducatives et culturelles sans précédent. Un exemple notable est celui de Rodrigues, où une chaîne éducative a été installée pendant la période de la Covid-19 pour assurer la continuité des cours.

## Remboursement de TVA : Une convention entre l'Etat et le GEFP pour apurer les arriérés

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 22 FÉVRIER 2024

Les entreprises membres du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) font face à des arriérés de remboursement de TVA, qui se sont accumulés depuis 2019, atteignant un montant total de 57 milliards d'ariary. Ce problème a été au centre des discussions lors d'une réunion entre les représentants de l'État et ceux du GEFP le week-end dernier. Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, et la ministre de l'Économie et des Finances ont directement engagé des discussions pour résoudre cette question. Ils ont passé en revue les détails techniques ayant conduit à cette accumulation d'arriérés, cherchant à trouver des solutions concrètes pour régler cette dette. Les techniciens des deux ministères ont également été mobilisés pour avancer des solutions pratiques. Suite à ces discussions, une convention a été établie entre les représentants de l'État et du GEFP pour l'apurement des arriérés de TVA. Favorable aux investissements Les entreprises franches membres du GEFP jouent un rôle crucial dans l'économie malgache,

offrant des emplois et contribuant significativement au développement économique du pays. Le paiement de ces arriérés par l'État aura un impact majeur sur leurs activités et favorisera un environnement plus propice aux investissements. Pour le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), l'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion des investissements sont des priorités. Cette initiative visant à résoudre les arriérés de TVA des entreprises franches s'inscrit dans le cadre de cette politique de développement. La résolution de ce problème est également susceptible de stimuler les investissements directs étrangers à Madagascar, renforçant ainsi la confiance des investisseurs internationaux dans le climat des affaires du pays. Bref, les discussions entre l'État Malgache et le GEFP marquent une avancée significative dans la résolution des arriérés de TVA des entreprises franches. Cette initiative témoigne de l'engagement des autorités à créer un environnement favorable aux investissements et à promouvoir le développement économique du pays.

## Tourisme : renforcement des capacités des guides touristiques

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 22 FÉVRIER 2024

« **Les guides touristiques sont les piliers du développement du tourisme** », a déclaré le **ministère du Tourisme à l'occasion de la Journée internationale des guides touristiques, hier. Dans cette perspective, le ministre de tutelle va apporter son appui aux guides malgaches en vue de renforcer leurs capacités et d'améliorer leur expertise dans ce secteur.**

Selon les explications de la directrice de cabinet du ministère du Tourisme, Dina Rasoanaivo, « On se penche actuellement sur l'élaboration d'un projet de décret qui

permettra de renforcer les capacités des guides touristiques malgaches. Il est important de former des guides professionnels et compétents » ; « Les guides touristiques sont en liaison directe avec les touristes, et ils ont un rôle à jouer pour attirer davantage des visiteurs à Madagascar », a-t-elle souligné. Pour sa part, la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) est convaincue du potentiel des guides touristiques malgaches qui « peuvent rivaliser avec ceux étrangers », a indiqué le président du conseil d'administration de la CTM, Tojo Razafimahefa. « Ces jeunes

n'ont pas choisi d'être guides parce qu'ils n'ont pas trouvé de l'emploi, bon nombre d'entre eux ont effectué des études supérieures dans le domaine du tourisme », a-t-il rajouté.

### Favoriser le secteur formel

La journée d'hier a également été marquée par l'ouverture de la célébration du 25e anniversaire de l'Association nationale des guides (ANG) dans les locaux de la commune urbaine d'Antananarivo. Selon la directrice de l'ANG, Bodomanana Rasolohery, cette association a déclaré sa volonté de lutter contre le secteur informel. « Comme

dans d'autres domaines, les activités informelles touchent également le secteur touristique, et la raison d'être de notre existence est de montrer aux gens que des professionnels de ce métier existent », a-t-elle souligné. « Le secteur informel nuit l'image de Madagascar à l'étranger, mais détruit également notre travail » a indiqué la directrice de l'association. Selon le ministère du Tourisme, environ 1.350 guides touristiques répartis dans tout Madagascar sont légalement enregistrés et ont obtenu l'autorisation d'exercer. « Un nombre encore faible » selon le ministère.

## Industrialisation : Les opérateurs sollicités pour gérer les unités industrielles

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 FÉVRIER 2024

**Le programme ODOF franchit une autre étape, celle de la pérennisation de l'utilisation des unités industrielles remises au niveau des districts et des communes. Un appel a été lancé pour assurer une gestion privée des unités, dans un partenariat gagnant-gagnant avec le ministère de l'Industrialisation et du Commerce.**

Dans le cadre du programme, le MIC dévoilera d'ici peu un appel à manifestation d'intérêt au niveau régional, visant à identifier et collaborer avec des entités locales, opérateurs, coopératives et associations de producteurs et paysans, chargés de la gestion des unités industrielles. Cette décision stratégique, émanant du Conseil des ministres d'avant-hier, souligne l'engagement du gouvernement à impliquer davantage les acteurs économiques locaux dans le processus de développement industriel. Les entités sélectionnées joueront un rôle crucial en assurant l'assurance, la maintenance et l'entretien des machines, ainsi que la mise en service des unités. Les coûts associés, l'installation et l'infrastructure nécessaire seront pris en charge par les opérateurs, tandis que le ministère s'engage à fournir un soutien et des orientations stratégiques pour



garantir leur bon fonctionnement. Au-delà des soixante-quinze unités de transformation déjà établies dans les districts et les communes, le programme ODOF s'apprête à déployer une centaine d'autres unités industrielles, bénéficiant du concours du gouvernement indien. Le programme s'étend désormais aux communes, renforçant ainsi les bases de l'industrie à l'échelle locale. Ce partenariat entre l'État et les acteurs économiques locaux met en lumière l'importance de la collaboration pour stimuler le développement économique du pays.

## Marché du riz : Stocks suffisants, mais prix en hausse par rapport à 2023

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 FÉVRIER 2024

**Plus de 30 000 tonnes de riz importés sont au port de Toamasina, pour faire face à la période de soudure.**

Selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), les stocks disponibles constatés au niveau des entrepôts des commerçants et du grand port sont suffisants pour satisfaire les besoins des consommateurs.



« Il n'y a rien à craindre sur le niveau des stocks, car il y a actuellement 25 000 tonnes de riz au niveau des entrepôts

et plus de 7 000 tonnes au port de Toamasina », a indiqué le directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce, Belahy Jean Berchmans, lors d'une rencontre avec les médias locaux, mardi dernier. En effet, le ministre de tutelle, Edgard Razafindravahy a commencé sa mission dans la région Atsinanana par une visite de plusieurs entrepôts, pour constater de visu la situation actuelle des stocks. Pour sa part, le directeur du Commerce Intérieur, Andrianiaina Randriamiaramahefa a souligné que l'importation de riz est encore inévitable pour Madagascar, en période de soudure, car la production locale est encore insuffisante. En outre, le ministère suit de près les prix affichés sur le marché local, pour qu'ils soient cohérents avec l'évolution du cours international. En 2023, le prix de la tonne de riz à l'international était à 342 dollars, contre 570 dollars en février 2024. Cela a également engendré une hausse de prix sur le marché à Madagascar. D'après le ministère, le prix des importateurs est actuellement à 136 000 Ar par sac de riz.



# Tourisme et Artisanat : Deux salons internationaux organisés en simultané

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 FÉVRIER 2024

**L'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) et le Centre National de l'Artisanat Malagasy (CENAM), travaillent en étroite collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat en vue de promouvoir les secteurs du tourisme et de l'artisanat.**

« Ces deux secteurs ont une même mission.   titre d'illustration, ils sont à la fois pourvoyeurs de devises et générateurs d'emplois. Leur objectif commun est d'attirer les touristes. Raison pour laquelle, nous allons organiser deux salons internationaux en simultané avec l'appui du gouvernement via le projet Pôle Intégré de Croissance, dans le but de promouvoir la destination Madagascar tout en valorisant les produits artisanaux malgaches ». Le ministre en charge du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto, l'a évoqué lors du lancement officiel de la 10e édition du salon International Tourism Fair Madagascar (ITM) hier au CENAM   Andavamamba hier. Cet  v nement de grande envergure se tiendra du 20 au 23 juin 2024 au CCI Ivato.   cette occasion, il a également annoncé que la 1 re édition du salon International Handicraft Fair Madagascar (IHM), sera également organisée dans le cadre de ce salon ITM, et ce, en partenariat avec le CENAM et la Fédération des Chambres de Métiers et de l'Artisanat de Madagascar (FCMAM). Ces deux  v nements majeurs sont placés sous le thème de « l'art de voyager ».

## 400 stands   ériger

Il est à noter que 400 stands seront érigés dans le cadre de ces  v nements majeurs de l'année. Parmi lesquels, 290 stands seront réservés au secteur du tourisme tandis que les 110 autres stands sont dédiés à l'artisanat. En outre, « Une centaine de participants aux « Eductours » et voyages de presse internationaux sont attendus pour découvrir les potentialités de la Grande  le en matière de tourisme. Il y aura également plus d'une dizaine de conférences de haut niveau qui nécessitent l'intervention des experts nationaux et internationaux, outre les diverses animations comme le Tombola. Le salon ITM sera en même temps répartis en 12 espaces d'exposition. On peut citer, entre autres, l'Allée des sponsors, les  les Vanille, le village des professionnels, le village des régions montrant leurs spécificités respectives ainsi que le village international dédié aux Ambassades. Un pays invité d'honneur y exposera également comme à l'accoutumée », a exposé Jimmy Joharison, le directeur exécutif de l'ONTM. Parlant du salon IHM dans sa 1 re édition, les organisateurs prévoient 11 espaces d'exposition. « Tous les métiers de l'artisanat y seront présentés.   titre d'illustration, l'agroalimentaire, le cosmétique et bien-être, l'innovation, le recyclage, le textile et habillement, la soierie, le divers animal, les bijouteries et pierres, la fibre végétale, les bois et dérivés ainsi que le haut de gamme, auront



chacun leur espace qui leur est réservé », a-t-il poursuivi.

## Salons professionnels

Par ailleurs, le ministre de tutelle Joël Randriamandranto tient à souligner que les deux salons internationaux, à savoir, l'ITM et l'IHM, sont à la fois des salons dédiés au grand public et des salons professionnels. En effet, « les Tours opérateurs émetteurs invités à Madagascar dans le cadre des  ductours, vont rencontrer directement des Tours Opérateurs réceptifs nationaux, durant les deux premiers jours des  v nements. Dans la même foulée, les opérateurs exposants peuvent effectuer des échanges entre eux. Ils peuvent entre autres, identifier les nouveaux établissements hôteliers et de restauration dans les différentes régions. Ce qui permettra d'aboutir à des contrats entre les professionnels locaux. Il en est de même dans le secteur de l'artisanat. Nous allons également inviter des acheteurs internationaux qui s'intéressent aux produits artisanaux malgaches. Il est à préciser que ce sont des vrais artisans talentueux et non pas des distributeurs ou bien des exportateurs, qui vont exposer au salon IHM. Ils sont sollicités à s'inscrire sur la plateforme en ligne que nous venons de mettre en place. Des critères de sélection seront en même temps imposés aux participants en matière de qualité, de quantité et de durabilité de leurs arts. Toutefois, les premiers inscrits seront les premiers servis », a-t-il fait savoir. Durant cette 1 re édition du salon IHM, les visiteurs auront ainsi l'opportunité de découvrir les nouveautés et les innovations dans ce domaine. En tout, ces deux  v nements de grande envergure s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des axes prioritaires du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Il s'agit notamment de la promotion de la destination Madagascar, le développement du capital humain et des débouchés par le biais de la valorisation des produits artisanaux. « L'organisation de l'ITM dans sa 10e édition et de l'IHM contribue ainsi à l'atteinte de l'objectif fixé en 2028, qu'est l'arrivée d'un million de touristes dans la Grande  le », a-t-il enchaîné. Les organisateurs prévoient en tout plus de 15 000 visiteurs.

# Projet Mionjo: la décentralisation sur la bonne voie

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 FÉVRIER 2024

La réunion annuelle du comité national de pilotage (CNP) du projet Mionjo, sous la f rulerie du ministre de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire (MDAT), Naina Andriantsitohaina, s'est tenue hier, à l'hôtel Carlton Anosy. Une occasion d'évaluer les activités réalisées au cours de l'année écoulée et planifier les activités pour l'année suivante. « Ce genre de réunion permet de garantir

la cohérence des actions entreprises et de s'assurer que les objectifs du projet sont atteints de manière efficace et efficiente », affirme la porte-parole du projet. Implanté dans le Sud, le projet Mionjo sous l'égide du ministère de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire (MDAT), consiste à mettre en place un mécanisme de décentralisation offrant plus de capacité à la communauté locale, dans le



but de renforcer son autonomie, base de développement. Pour sa part, le ministre Naina Andriantsitohaina, a affirmé qu'« en tant qu'ancien maire, je suis convaincu que le développement ne peut passer que par la décentralisation».

#### **Impact local**

La mise en place d'infrastructures à travers le projet Mionjo dépend des besoins des communautés locales. Mais le projet vise surtout à renforcer la résilience des communautés face aux risques et défis environnementaux et sociaux. Dans

cette optique, « on ambitionne de faire du Sud le grenier de Madagascar», a déclaré pour sa part le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Paubert Mahatante. Ce ministre est également convaincu que la pêche et l'économie bleue, sont les meilleures alternatives face aux aléas climatiques dans le Sud. « Durant les kere qui ont frappé cette région, seuls les pêcheurs s'en sont bien sortis. Qu'il y ait de la pluie, de la sécheresse ou des tempêtes de sable, on peut pratiquer la pêche » a-t-il indiqué.

## **Conjoncture socioéconomique: la BM alerte sur l'augmentation de la pauvreté urbaine**

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 FÉVRIER 2024

**Madagascar continue de lutter contre un fléau persistant : la pauvreté. Selon une évaluation récente de la Banque mondiale, le pays est confronté à une augmentation alarmante de la pauvreté urbaine, nécessitant des mesures urgentes pour promouvoir une croissance inclusive et durable.**

En 2022, 75,2% de la population malgache vivait sous le seuil de pauvreté, avec des taux particulièrement élevés en milieu rural. Le taux de la pauvreté urbaine a également grimpé, atteignant 55,5% en 2022, en raison de la pandémie de Covid-19, de la hausse des prix alimentaires et du manque d'opportunités d'emploi décent. « La lutte contre la pauvreté à Madagascar nécessite une réforme audacieuse, en faveur de la croissance qui améliorera le climat des affaires, encouragera la concurrence, renforcera le capital humain, investira dans la connectivité, l'accès à l'énergie et l'infrastructure numérique, et stimulera la productivité agricole », a déclaré Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar. Ce responsable

de la Banque mondiale pour Madagascar, insiste donc sur la nécessité d'adopter des réformes qui profitent à tous dans plusieurs domaines de développement. Ana Maria Oviedo et Francis Mulangu, économistes principaux de la Banque mondiale, mettent en lumière les défis auxquels sont confrontées les familles nombreuses en milieu rural, avec des enfants, en particulier les filles, confrontées à un avenir incertain marqué par des mariages précoces et une fécondité élevée, perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté. Pour inverser cette tendance, le rapport recommande une série de mesures, notamment l'amélioration de la productivité agricole, le renforcement des marchés locaux, l'investissement dans le capital humain et la mise en place de filets de sécurité sociale pour faire face aux chocs économiques. « En mettant en œuvre de telles mesures, Madagascar peut créer un environnement propice à la croissance du secteur privé, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté, ce qui bénéficiera à l'ensemble de la population. », a conclu ce responsable.